

Les partis timides sur un parlement tiré au sort

Seuls deux partis francophones représentés au parlement bruxellois, le PS et Ecolo, sont favorables à la mise en place d'une assemblée législative mixte, composée d'élus et de citoyens tirés au sort. C'est ce qu'indique mercredi le mouvement citoyen Agora, dont l'objectif est d'institutionnaliser le tirage au sort en Région de Bruxelles-Capitale et qui a mené l'enquête auprès de onze partis politiques.

Le rapport montre le contraste entre l'avis de la population - 47% des citoyens interrogés se déclarent favorables au tirage au sort (25% y sont opposés et 27% se disent «neutres») - et celui des responsables bruxellois. «Seuls 29% des politiciens belges se déclarent en faveur (6% neutres et 67% contre) de ce type d'assemblée», souligne Agora.

Les animateurs de ce mouvement ont rencontré les partis politiques représentés au Parlement bruxellois, en privilégiant le président de chaque parti régional. Cette enquête a été menée de juillet à septembre derniers. Ecolo, le PS, le cdH, DéFI et le PTB-PVDA ont répondu aux questions.

Au nombre de six, elles concernent leur opinion sur l'institutionnalisation du tirage au sort et sur l'éventuelle présence d'une assemblée citoyenne élue par tirage au sort au Parlement bruxellois dès l'élection régionale de mai 2019. Les résultats révèlent que seuls le PS et Ecolo déclarent explicitement soutenir une telle idée.

Selon un des animateurs d'Agora, Gerben Van den Abbeele, des initiatives ont déjà été entre-

prises par Ecolo pour rendre possible les commissions mixtes.

Quant au PS, «bien que conscient de l'urgence de cette question, (il) n'a apparemment pas encore décidé comment mettre cette option en pratique. Un gros bémol cependant: pour le PS, cette assemblée devrait être uniquement consultative».

Selon Ecolo, les citoyens tirés au sort pourraient délibérer avec les élus dans les commissions parlementaires mais ils n'auraient pas le même pouvoir décisionnel qu'un parlementaire.

«On tombe donc de nouveau dans le schéma frustrant d'une participation citoyenne sans suffisamment de conséquences politiques. La participation est présente, mais en gardant tout le contrôle, et donc le pouvoir», conclut Agora. ●